

Depuis 10 ans, le secteur du bâtiment a connu d'importantes évolutions. Il occupe une place primordiale au sein de l'économie départementale et n'a cessé de progresser dans ses activités comme dans ses emplois. Cette tendance favorable devrait persister dans les années à venir.



2005 s'est illustrée par les excellentes performances du secteur du bâtiment en Finistère : hausse dans le logement individuel, comme dans le collectif, embellie du marché de l'entretien-rénovation et progression de l'emploi.

Un secteur toujours moteur

Sur l'année, le Finistère enregistre un nombre croissant de logements mis en chantier, (7 106 logements, + 15 %) et autorisés (8 847, + 9,5 %). Il affiche une augmentation de 4 % de logements individuels et de 60 % de logements collectifs mis en chantier. Comme chaque année, le littoral a été prisé. Les projets ont foisonné sur Quimper (579 logements autorisés), Crozon (445) et Brest (336)... Le marché de l'entretien-rénovation maintient le cap, tant dans l'habitat que dans le non résidentiel. Il continue de bénéficier du taux de TVA à 5,5 %, prorogé jusqu'au 31 décembre 2010. Cette décision devrait avoir un effet positif sur la demande de travaux des ménages. Concernant le marché non résidentiel, la situation est contrastée. Les surfaces de bâti agricole accusent une baisse de 11 %. Dans le tertiaire, si les surfaces autorisées dédiées à la culture/loisirs enregistrent une augmentation de 22 %, celles relatives à l'enseignement chutent de 30 %. Enfin, dans l'industrie, elles progressent à nouveau en 2005 (+ 28 %), même si les bâtiments mis en chantier étaient en diminution de 39 % par rapport à 2004.

Au 1^{er} janvier 2005, le Finistère totalise 26 % des emplois régionaux du bâtiment avec 20 270 actifs. Le secteur artisanal (artisans seuls et entreprises de 1 à 10 sala-

riés) est prédominant (60 % des actifs de la branche). 688 emplois supplémentaires ont été enregistrés (+ 3,5 % par rapport à 2004), dont 551 emplois salariés.

10 années florissantes

Le bâtiment a connu des mutations au cours de la dernière décennie : diversification des programmes de construction, développement des travaux d'entretien-rénovation, transformation des matériaux et des procédés de mise en œuvre. Il a bénéficié de plusieurs facteurs incitatifs : mise en place du prêt à taux zéro et de la réduction d'impôts pour intérêts d'emprunts à partir de 1996 ; diminution du taux de TVA sur les terrains à bâtir ; taux d'intérêt attractifs (les plus bas depuis 30 ans), associés à des durées de prêt considérablement rallongées.

Sur le marché de la construction neuve, l'activité finistérienne s'est accrue, avec un premier pic en 2000, grâce à une demande très soutenue dans le secteur de la maison individuelle. Ont suivi trois années de relative stabilité, avant 2004 qui a relancé la croissance. L'année 2005 bat tous les records en raison d'une demande accrue en maison individuelle et d'un développement des projets en logement collectif. Les logements individuels autorisés ont quasiment doublé entre 1996 et 2005, passant de 3 458 à 6 317 logements. Les mises en chantier ont augmenté de 78 % (de 2 919 à 5 195) (cf. graphique 1). Le marché du logement collectif a connu des variations successivement positives et négatives. Toutefois, il enregistre une croissance de 60 % sur 2005 (1 911 logements). La mise en place en 2003, du programme national de rénovation urbaine, a enclenché une nouvelle dynamique qui devrait permettre le développement du secteur locatif social (opérations finistériennes : Brest - Europe Gouesnou et Quimper - Kermoyan).

Les travaux d'entretien-rénovation ont connu un développement constant. La baisse de la TVA à 5,5 % à compter du 1^{er} septembre 1999, est venue conforter un marché qui a bénéficié d'une demande importante liée aux dégâts de la tempête de 1999 puis des inondations de 2000 et 2001. La très bonne tenue des transactions dans l'ancien a eu aussi un effet d'entraînement du marché.

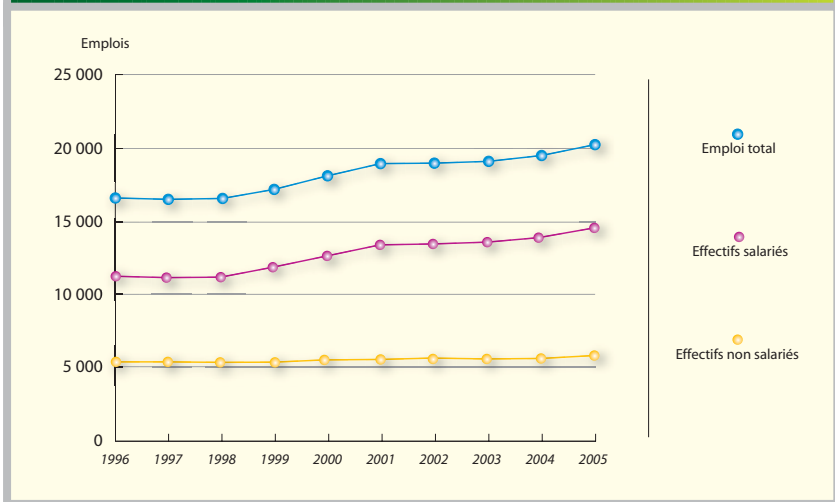
Le non résidentiel en entretien-rénovation a progressé, mais dans une moindre mesure. Un gros volume de travaux de mise aux normes a déjà été réalisé, néanmoins, le besoin d'adaptation du bâti existant est permanent. C'est le cas dans le secteur des bâti-

Graphique 1 - Evolution du nombre de logements individuels et collectifs mis en chantier en Finistère.



Source : DRE/SICLONE - Cellule économique de Bretagne.

► Graphique 2 - Evolution de l'emploi BTP finistérien.



Source : Cellule économique de Bretagne.

ments agricoles avec l'évolution de la réglementation européenne et française (restructuration et rénovation du parc de bâtiments d'élevage ; nouvelles normes "bien-être des animaux"). De même, les bâtiments publics et du tertiaire ont nécessité des travaux de mise aux normes de sécurité, de désamiantage. Dans le secteur commercial, le parc des hypers et supermarchés qui s'est constitué depuis 20 ans a généré des travaux de restructuration.

Entre 1996 et 2005, l'emploi dans le bâtiment a progressé de 22 % passant de 16 556 à 20 270 actifs (cf. graphique 2). Les effectifs salariés ont augmenté de 29 % (de 11 168 à 14 431 salariés), et les effectifs non salariés se sont accrus de 8,4 % (de 5 388 à 5 839).

Le bâtiment à l'horizon 2009

L'activité du bâtiment se révèle difficile à prévoir dans les prochaines années compte tenu de l'importante atomisation des marchés. La Cellule économique de Bretagne a mené une étude à moyen terme : "L'activité bâtiment en Bretagne, évolution et perspectives à l'horizon 2009". Les marchés ne devraient pas tous évoluer de la même façon. Plusieurs paramètres sont susceptibles d'influencer l'activité : le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages, l'investissement des entreprises, les taux d'intérêt, l'évolution du contexte économique.

Sur le marché de la construction neuve de logements, la demande potentielle s'analyse selon 3 composantes : les besoins démographiques (augmentation du nombre de ménages), la nécessité de renouvellement du parc (vétusté, inconfort,...), la construction de résidences secondaires. Cette demande est liée à des facteurs d'ordre financier : évolution des dispositifs de financement, accession à la propriété, aides au

logement locatif social, conditions de financement de l'immobilier avec des taux de crédit historiquement bas (une remontée des taux n'est pas à exclure en 2006), la durée des prêts immobiliers allongée (la moyenne était de 17 ans en 2004). Cette demande dépend aussi de l'environnement économique, notamment de la situation de l'emploi. La construction de logements a quasi doublé en Finistère entre 1996 et 2005 pour atteindre un volume bien supérieur aux besoins théoriques (le nombre de ménages n'a augmenté que de 15 %). La production de logements devrait donc commencer à diminuer de façon graduelle, à partir de 2006.

Les perspectives d'activité resteraient favorables pour les travaux d'entretien-rénovation, avec notamment le maintien de la TVA à 5,5 %. L'entretien se révèle un marché considérable, compte tenu de l'accroissement du parc à entretenir.

Concernant la construction neuve en non

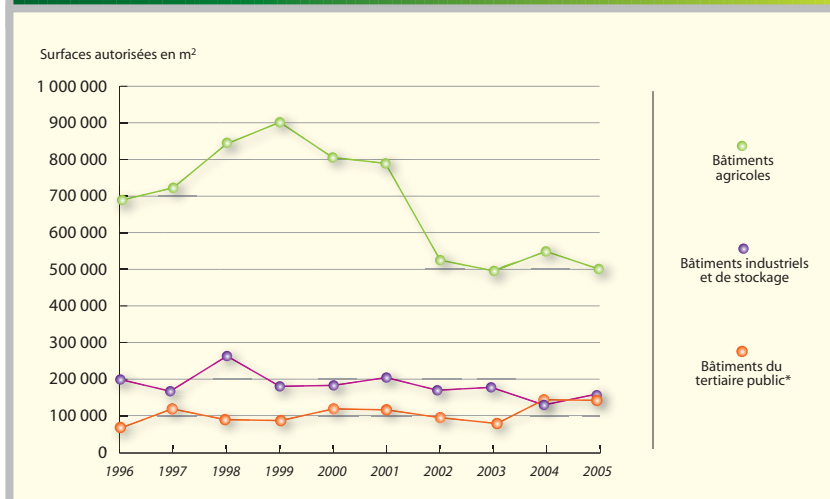
résidentiel, elle s'orienterait à la baisse. En matière d'entretien-rénovation, il s'agira de répondre à l'évolution des normes et réglementations, et de pallier l'obsolescence du bâti existant.

L'emploi au cœur des enjeux

L'emploi BTP dans les années à venir, soulève d'autres interrogations. Le taux de rotation des salariés est important dans le secteur. La mobilité des jeunes est forte même si elle tend à diminuer : le taux de rotation des moins de 25 ans était de 55 % en 2004 (59 % en 2002) alors qu'il était de 20 % tous âges confondus et même de 12 % pour les salariés de plus de 50 ans. Les flux d'entrée et de sortie des plus âgés augmentent. Cette évolution est la traduction de la double problématique à laquelle sont confrontées les entreprises : une forte progression d'activité, qui engendre le besoin d'une main d'œuvre expérimentée et immédiatement opérationnelle, mais aussi une pénurie de main d'œuvre jeune et qualifiée. De plus, cette situation traduit un problème de vieillissement des effectifs qui entraîne la perte d'emplois qualifiés, difficiles à remplacer.

Ces travaux laissent présager des perspectives positives dans le bâtiment, même si la tendance privilégie une croissance moindre. Le principal pilier de cette progression devrait être encore la construction de logements. Le maintien de l'activité sur le marché de l'entretien-rénovation compenserait l'atonie persistante en matière de constructions non résidentielles. Au niveau de l'emploi, le secteur devra résoudre les difficultés de recrutement qui persistent et pallier le vieillissement de la population active pour assurer son renouvellement. L'adéquation emploi-formation est un enjeu pour l'avenir des métiers du bâtiment ■

► Graphique 3 - Evolution des bâtiments non résidentiels en Finistère.



Source : Cellule économique de Bretagne. * Transports/santé/action sociale/enseignement/cultures-loisirs.